

# Les pratiques en usage mettent notre existence en jeu

La voie du développement que suivent les pays les plus riches fait des ravages au niveau des ressources naturelles de la planète. Ce système économique qui ne cesse de provoquer de fortes inégalités économiques et sociales partout dans le monde requiert un changement radical. Pour pouvoir triompher des déséquilibres structurels il est décisif d'introduire des mécanismes de régulation et de contrôle gérés démocratiquement, capables de fomentier et de protéger les droits humains plutôt que les privilèges des entreprises. Les piliers et les cibles fondamentales de la stratégie devraient être l'éradication de la pauvreté, la diminution des inégalités, le déploiement d'efforts en vue d'obtenir une société plus juste, plus inclusive et respectueuse de l'environnement.

## EUROSTEP

L'avenir du monde, de ses 7 milliards d'habitants et des générations futures, sera déterminé par les réponses que nous donnerons aux graves défis que doit relever la planète. Nos pratiques actuelles mettent en péril notre propre existence.

Lors du Sommet de la planète Terre en 1992 à Rio, la communauté internationale a adopté une série de principes et d'engagements pour accorder l'appui nécessaire au développement durable. Malheureusement, ces principes ont à peine été mis en œuvre. Les pays industrialisés n'ont pas fourni les moyens nécessaires (ressources financières et transfert de technologie) pour mettre en application les accords du Sommet de la planète Terre, ni l'orientation appropriée pour changer les modes de production et de consommation, notamment dans leur propre territoire.

L'activité humaine a été la cause principale de la dégradation de l'environnement, des changements climatiques et des inégalités sociales qui menacent notre propre existence. Le chemin du développement que suivent les pays les plus riches du monde a exploité à l'excès les ressources naturelles non renouvelables de la planète et continue à le faire. Des actions doivent être menées pour obtenir une transition de grande envergure vers des modèles de développement durable, ce qui exige une transformation radicale et urgente de l'approche du développement et de la stabilité économique, et des modèles de production et de consommation.

Les pays ont une responsabilité partagée mais différenciée en raison de leur contribution aux pratiques non durables actuelles et des conséquences de l'usage non durable des ressources naturelles dans le monde. Les nations industrialisées sont celles qui ont le plus contribué par leurs méthodes à générer les problèmes environnementaux mondiaux que nous affrontons tous, et elles devraient donc prendre des mesures pour aider les pays en développement à atténuer les impacts négatifs auxquels ils sont maintenant confrontés et à s'y adapter, comme entre autres les variations du climat.

### Les limites de l'économie « verte »

Les mesures destinées à mettre en œuvre des mécanismes efficaces de gestion durable des ressources naturelles et du capital auront inévitablement de fortes retombées sur les acteurs économiques. Il est probable que la création d'une économie verte génère de nouveaux « emplois verts », mais aussi qu'elle détruise de nombreux emplois « marrons ». Ainsi,

pendant le processus de transformation vers une économie verte, certaines personnes, des groupes, des communautés et des pays en subiront les inconvénients et d'autres en recevront les avantages. Le développement durable veut dire améliorer le bien-être des générations présentes et de celles à venir aussi, et s'inquiéter de la justice environnementale, tout comme de la justice sociale, économique et intergénérationnelle : une économie plus verte ne suffira pas à assurer à elle seule un développement durable.

Les piliers et les cibles fondamentales de toute stratégie du développement durable devraient être l'éradication de la pauvreté, la diminution des inégalités, le déploiement d'efforts en vue d'obtenir une société plus juste et inclusive, le respect de l'environnement et l'obligation de rendre des comptes. Même si elle dépend moins des ressources naturelles, l'économie verte continuera à favoriser l'inégalité, si elle n'est pas accompagnée d'autres changements radicaux.

Pour le Sommet de la Terre Rio+20, la position de l'Union européenne prévoit la remise en cause du modèle traditionnel du progrès économique, mais malgré l'intérêt de ses propositions vis-à-vis des politiques et des stratégies, elle mise beaucoup sur l'innovation technologique pour parvenir à utiliser plus efficacement les ressources.

De plus, le développement durable est un concept qui va au-delà de l'utilisation efficace des ressources : il faut des réformes radicales en matière de modèles de production et de consommation, de droits sociaux et politiques et de pratiques économiques pour affronter correctement les multiples dimensions de la durabilité.

### Équité, autonomisation et droits humains

Le premier principe de la Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement établit que : « Les êtres humains sont au centre des préoccupations relatives au développement durable ». Selon cette perspective, la promotion de l'équité sociale, de genre, économique et environnementale, la réduction de l'inégalité et le respect des droits humains devraient être la base de toute stratégie pour le développement. Cela n'est possible qu'avec la participation des citoyens dans les processus de changement nécessaires pour garantir la durabilité ; et le parcours vers ces changements doit être parcourue dans la plus grande transparence et la responsabilité. La garantie de l'accès à l'information, la sensibilisation aux problèmes du développement durable et une plus large participation des citoyens et des parties prenantes

aux processus de prise de décision sont autant de facteurs-clé pour le développement durable.

Il n'est pas possible d'obtenir une économie durable sans la participation de tous les secteurs de la société. La protection sociale est un droit qui doit s'étendre non seulement à ceux qui travaillent dans l'économie formelle, mais aussi à tous les membres de la société. Cela exige une approche pour lutter contre la pauvreté fondée sur les droits humains et pour financer des stratégies de développement spécialement axées sur la femme. En ce qui concerne par exemple la sécurité alimentaire, il faut reconnaître le rôle des femmes (qui produisent entre 60 et 80 % des denrées alimentaires dans les sociétés agricoles).

### Financement pour le développement durable

Pour atteindre la durabilité, les pays développés devront apporter des quantités de fonds importantes qui permettent l'exécution de stratégies mondiales efficaces. Il faudra également assumer dans ce contexte l'engagement à fournir d'autres fonds supplémentaires pour affronter le changement climatique.

Les modalités de financement innovant dont on débat depuis plus d'une décennie peuvent également représenter un apport important pour la mise en œuvre de stratégies de développement durable. Il faudrait proposer la mise en place d'un impôt sur les transactions financières (ITF) ; la plupart des systèmes fiscaux régionaux et nationaux devraient être révisés pour soutenir la durabilité. Les nouveaux systèmes devront reposer sur le principe du pollueur-payeur et tous les subsides qui minent le développement durable devront disparaître.

### Conclusions

Les crises récentes ont dévoilé les limites des modèles économiques actuels. Une plus grande libéralisation ne sera pas source de développement, vu en tant que concept multidimensionnel englobant le progrès économique, environnemental et social. Ce modèle a fomenté une plus grande instabilité, l'apparition de nombreuses crises, une préoccupation excessive d'accumulation de richesse personnelle, plus d'inégalités sociales et de dégradation environnementale.

L'avenir du monde, de ses 7 milliards de personnes et des générations futures, sera fixé par les réponses que nous donnerons à tous ces défis que la planète doit affronter : nos pratiques actuelles mettent en péril notre propre existence. ■